

**PAYS: IRLANDE**

**COMMISSION: Sommet UE, Méditerranée et Moyen-Orient**

**PROBLÉMATIQUE: Comment relancer une coopération trans-méditerranéenne – Moyen-Orient profitable ?**

L'Irlande est une île située en Europe occidentale et faisant partie de l'UE. Elle compte avec une superficie de 70.273 km<sup>2</sup> et on trouve 2 États différents. On va plutôt s'intéresser à la République d'Irlande. Un État qui s'est uni à l'Union Européenne en 1973 et qui s'organise en république parlementaire. La constitution irlandaise n'a jamais été modifiée depuis sa création en 1937. Même si elle a connu une révision en 2015. Le Chef d'État, Michael D. Higgins, était attiré plus particulièrement par les idées que défendent les partis de gauche modérée (Parti travailliste), mais après être élu pour la deuxième fois en 2018, il a suivi une ligne politique plutôt de centre, le chef du gouvernement Léo Varadkar est pourtant défenseur du parti représentant la droite irlandaise (Fine Gael), comme l'ont fait ces précepteurs depuis 1945.

Comme état membre de l'UE, l'Irlande est postulée comme actionneur dans le partenariat euro-méditerranéen (aussi connu comme le processus de Barcelone) en 1995. Un premier essai pour joindre les pays de l'union européenne et celui de l'euromed (une organisation composée par les pays de l'orient et le sud de la méditerranée). Celle-ci est la première fois dans l'histoire où les pays contournant le bassin méditerranéen se mettent d'accord pour créer des liens durables. Dans l'objectif de créer une prospérité commune, une stabilité favorisant l'absence de conflits armés et établir un lien social à travers les cultures des différents pays en question. Pour l'instant il n'y a pas d'accords de libre échange mais ils sont envisagés pour un futur proche. Le programme MEDA est le principal actionneur qui confirme la volonté des deux parties à créer ces différents liens. Puis, l'UE a signé de même manière un accord de coopération avec les États du moyen orient. L'Arabie saoudite, les Emirats Arabes Unis ou le Bahreïn négocient une fois par an avec des représentants européens. Tous ces produits passent par le canal de Suez, une adouane qui enrichit le proche-moyen orient d'une manière significative. Depuis la création de cet accord de coopération, l'Irlande profite des ressources économiques apportées par cette voie économique. L'État irlandais compte avec la croissance démographique plus importante d'Europe dégageant un croisement naturel de 1,8% par an. C'est pour cette raison qu'elle cherche des investisseurs venus des pays orientaux pour améliorer ses infrastructures routières ou ses réseaux électriques. Un besoin qui commence à devenir nécessaire après la crise économique de 2008. L'Irlande a su bien se positionner, vendant son territoire comme un endroit qui pourrait apporter des revenus dans un moyen-long terme temporel. Ayant comme arguments sa grande croissance économique, qui connaît des excédents année après année.

De nos jours, le conflit israélo-palestinien et de même manière à l'origine de certaines positions prises par certains pays. Dans le cas de l'UE, la grande majorité des États favorisent la domination israélienne, par contre l'Irlande compte la particularité de se positionner d'un point de vue plus critique à l'égard de l'État d'Israël, comme le fait également l'État Espagnol. Ces différences sont majoritairement dues à des causes religieuses et politiques de haut niveau, sous influence des grandes puissances comme les États Unis. Cette tendance de l'Irlande à ne pas s'aligner avec le reste de pays peut se voir également dans sa position militaire. Contrairement au reste des pays européens de l'UE,

l'Irlande n'est pas rentrée dans l'organisation du traité de l'atlantique nord (OTAN). Les tensions actuelles sont en train de causer des problèmes dans les relations des pays Européens et les grandes puissances économiques du moyen orient. L'Irlande prend cette vision plus conservatrice pour ne pas voir affectées ces plans de restructuration du pays avec les aides économiques que peuvent leur proportionner les États Arabes d'après la signature du pacte de collaboration signé par l'UE. La délégation irlandaise mène donc l'initiative de continuer cette collaboration avec le moyen orient, pensant dans le bien que ces aides économiques et les apports sociales que ceci pourrait donner à la majorité des pays de l'union européenne.